DJIBOUTI :

Tableau 1	2021
Population (en millions d'habitants)	1.0
PIB (en milliards de dollars courants)	3.6
PIB par habitant (en dollars courants)	3576.5
Taux de pauvreté, seuil international (1,9 dollar)[a]	17.0
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars)[a]	39.8
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure($5.5)[a]	70.2
Indice de Gini[a]	41.6
Taux de scolarisation dans le primaire (% brut)[b]	73.8
Espérance de vie à la naissance, années[b]	67.1
Émissions totales de GES (mtCO_2)	1.4

Source : Indicateurs du développement dans le monde, Macro Poverty Outlook et données officielles.
a/Valeur la plus récente (2011), PPA de 2011.
b/Valeur WDI la plus récente (2019).

La levée des restrictions de déplacement liées à la COVID-19 a favorisé le rebond de l'économie djiboutienne en 2021, qui est estimé à 4,3 %. La croissance devrait rester modérée en 2022, mais s'accélérer par la suite à la faveur de projets d'infrastructure, ce qui réduirait l'incidence de la pauvreté de 14,7 % en 2020 à 12,4 % en 2024. La stabilité régionale et l'engagement en faveur de l'assainissement des finances publiques et des réformes structurelles restent essentiels pour la réalisation des perspectives de croissance de Djibouti. En tant qu'importateur net de denrées alimentaires et d'énergie, Djibouti est vulnérable aux fluctuations des prix des produits de base, lesquelles sont davantage exacerbées par la guerre en Ukraine .

Faits marquants et défis

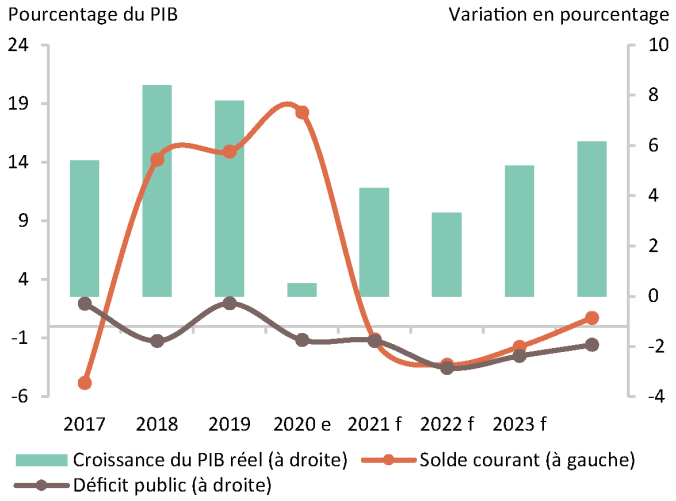
Au cours de la décennie qui a précédé la pandémie de COVID-19, l'économie djiboutienne a connu une croissance rapide de plus de 6 % par an en moyenne, portée par des investissements extérieurs massifs dans les transports et l'infrastructure portuaire, lesquels visaient à tirer le meilleur parti de l'emplacement stratégique du pays et de son port en eau profonde pour en faire un pôle régional de ravitaillement en carburant, de transbordement et d'échanges commerciaux.
Cette stratégie de développement est mise en œuvre au prix de l'intensification des vulnérabilités liées à la dette. En effet, la dette publique et garantie par l'État de Djibouti a fortement augmenté, passant de 37,5 % du PIB en 2010 à 74 % en 2021, selon les estimations. Le renchérissement du service de la dette à échéance rapide a évincé les dépenses pourtant indispensables dans les secteurs sociaux. Les dépenses de santé et de protection sociale représentent respectivement 5 % et 3 % du budget de l'État, contre plus de 30 % pour les infrastructures publiques.
La pandémie et le conflit en Éthiopie voisine ont eu de lourdes conséquences sur l'économie et les comptes budgétaires de Djibouti (notamment sur les recettes des entreprises publiques liées à l'activité portuaire), ce qui a davantage limité la capacité de l'État à assurer le service de sa dette. Depuis février 2022, la dette extérieure et publique de Djibouti est jugée insoutenable. Le service de la dette devrait augmenter à moyen terme, à mesure que différents paiements arrivent à échéance, y compris le service de la dette différé au titre de la DSSI.

La forte dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires et énergétiques présente des risques majeurs. Les fluctuations des prix mondiaux des produits de base sont immédiatement ressenties dans l'économie relativement étroite et peu diversifiée de Djibouti, poussant l'inflation à la hausse, au risque de compromettre la sécurité alimentaire et énergétique. Le conflit entre l'Ukraine et la Russie — deux des plus grands producteurs de blé au monde — pourrait exacerber certaines de ces sources de fragilité
En 2017 (année des dernières données disponibles), 39 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté d'un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,20 dollars par jour en PPA de 2011) et 17 % se trouvaient dans une extrême pauvreté (en dessous du seuil de pauvreté international de 1,90 dollar par jour en PPA de 2011). Djibouti est l'un des pays les plus inégalitaires de la région MENA, avec un coefficient de Gini estimé à 41,6 en 2017. La pauvreté du paysage des données, tant du point de vue de la qualité que de la disponibilité, entrave la capacité à planifier.

Évolutions récentes

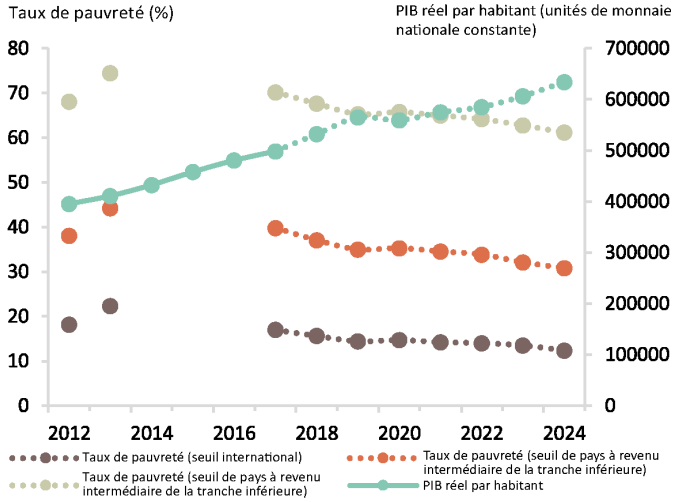
La croissance du PIB a rebondi à 4,3 % en 2021, contre 0,5 % en 2020 (la croissance la plus faible depuis 2000), sous l'effet du retrait des restrictions à la circulation liées à la COVID-19, ce qui a permis la reprise de grands travaux publics tels que la transformation du vieux port en centre commercial, les travaux préparatoires à la construction d'une usine de réparation des navires et l'aménagement de la zone de libre-échange pour le développement industriel de Damerjog(DDID).

FIGURE 1 Djibouti / Croissance du PIB réel, soldes budgétaire et courant



Sources : Gouvernement de Djibouti et projections des services de la Banque mondiale.

FIGURE 2 Djibouti / Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Source : Banque mondiale. Note : Voir le tableau 2.

Les transferts publics et les initiatives de soutien du revenu ont également stimulé la consommation des ménages, mais le fléchissement général du transport maritime et des services (lié à la crise éthiopienne) a quelque peu freiné la dynamique de croissance. L'inflation globale a grimpé à 2,5 % en fin 2021 (en glissement annuel), en raison du rebond de la demande intérieure, du niveau élevé des prix mondiaux des produits de base et des pénuries récurrentes d'aliments frais importés d'Éthiopie .

Le déficit budgétaire global s'élevait à 1,8 % du PIB en 2021, ce qui est pratiquement le même taux qu'en 2020. Les nouvelles exonérations fiscales, la diminution de l'aide internationale et la poursuite des allégements fiscaux liés à la pandémie ont plus qu'effacé l'espace budgétaire créé par la DSSI (57,7 millions de dollars ou 1,6 % du PIB) et la rationalisation des dépenses (y compris les subventions et les transferts aux entreprises publiques).

La position du compte courant s'est fortement détériorée, passant d'un excédent de 11,6 % du PIB en 2020 à un déficit de 1,1 % en 2021, sous l'effet du ralentissement des exportations vers l'Éthiopie et de l'augmentation des importations liée à une plus forte demande intérieure. Sur un plan positif, une allocation de DTS du FMI équivalente à 40 millions de dollars a permis de maintenir une forte couverture des réserves, qui représentaient 5 mois d'importations en fin 2021.

Perspectives

La croissance devrait ralentir à 3,3 % en 2022, compte tenu de l'instabilité régionale, notamment si la crise en Éthiopie se prolonge. L'activité économique devrait se renforcer en 2023 et 2024, grâce à de nouveaux projets d'infrastructure. Les perspectives à moyen terme de Djibouti sont exposées à des risques de dégradation, en particulier l'apparition de nouveaux variants de la COVID-19, les perturbations persistantes des transports mondiaux et des chaînes de valeur logistiques(lesquelles sont paticulièrement importantes pour l'activité portuaire des entreprises publiques), et la poursuite ou l'intensification éventuelle de la crise éthiopienne. En tant qu'importateur net d'aliments et d'énergie, Djibouti souffrira probablement des conséquences économiques de la guerre en Ukraine sur son compte extérieur, en raison de l'augmentation des factures d'importation.

La loi de finances de 2022 propose plusieurs mesures concernant les recettes et les dépenses dont le but est de créer la marge de manœuvre budgétaire requise pour assurer le service de la dette. Les mesures fiscales comprennent la révision du barème d'imposition sur le revenu, la réduction du seuil de la TVA et des paiements d'impôts exceptionnels pour les entreprises exonérées en vertu du code des investissements ou établies dans des zones franches. En ce qui concerne les dépenses, la loi prévoit une réduction de 5 % des subventions aux entreprises publiques, le gel des recrutements dans la fonction publique et la centralisation des appels d'offres et des achats de biens et services de l'administration centrale. Bien qu'encourageantes, ces mesures ne compenseront que partiellement les besoins liés au service de la dette, aussi le gouvernement devrait-il se rapprocher de ses créanciers pour étudier d'autres moyens de répondre aux obligations en matière de dette et de renforcer la mobilisation des recettes intérieures, notamment en rationalisant les exonérations fiscales et en négociant des accords bilatéraux plus favorables sur les rentes payées par les bases militaires.

Si la croissance économique se poursuit, la pauvreté (au seuil de 1,90 dollar par jour) devrait reprendre sa tendance baissière, passant de 14 % en 2022 à 12,4 % en 2024. Étant donné que les enquêtes sur le budget des ménages réalisées jusqu'à présent ne tiennent pas compte d'une grande proportion de la population sans papiers, nomade ou déplacée, les estimations de la pauvreté ci-dessus sont minorées. Les choix de politiques macrobudgétaires et la structure de l'économie dans les années à venir seront fonction de la trajectoire de réduction de la pauvreté à Djibouti.

TABLEAU 2 Djibouti / Indicateurs macroéconomiques des perspectives en matière de pauvreté

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2019	2020	2021 e	2022 p	2023 p	2024 p
Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché	7,8	0,5	4,3	3,3	5,2	6,2
Consommation privée	5,0	-5,0	4,7	4,6	4,6	5,0
Consommation des administrations publiques	-0,5	-2,1	8,3	-0,5	9,4	4,3
Formation brute de capital fixe	26,4	-37,2	5,3	1,8	7,6	7,1
Exportations, biens et services	12,9	7,5	4,3	3,6	4,6	7,0
Importations, biens et services	13,9	-0,5	5,5	3,9	5,5	7,0
Croissance du PIB réel, aux prix constants des facteurs	7,2	0,5	4,3	3,3	5,2	6,2
Agriculture	0,7	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Industrie	9,4	2,0	4,5	4,2	6,5	9,0
Services	6,8	0,1	4,3	3,1	4,9	5,5
Inflation (indice des prix à la consommation)	3,3	1,8	1,2	2,0	2,0	2,0
Solde courant (% du PIB)	28,9	11,6	-1,1	-3,3	-1,7	0,7
Solde budgétaire (% du PIB)	-0,3	-1,7	-1,8	-2,8	-2,4	-1,9
Dette (% du PIB)	65,3	73,3	73,5	74,3	75,1	75,3
Solde primaire (% du PIB)	0,9	-1,2	-0,9	-1,8	-1,4	-0,9
Taux de pauvreté, seuil international (1,9 dollar en PPA de 2011)[a,b]	14,4	14,7	14,2	14,0	13,5	12,4
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars en PPA de 2011)[a,b]	35,0	35,3	34,5	33,8	32,1	30,8
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (5,5 dollars en PPA de 2011)[a,b]	65,3	65,8	65,0	64,2	62,8	61,2
Croissance des émissions de GES (MtCO2)	1,6	0,3	0,8	0,8	0,8	0,8
Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)	31,0	31,1	31,3	31,6	31,8	32,0

Source : Banque mondiale, Pôles Pauvreté et équité ainsi que Macroéconomie, commerce et investissement. Données sur les émissions tirées du CAIT et de l'OCDE.
Notes: e = estimation, p = prévision.
a) Calculs basés sur les données réelles de l'ENCDM 2013. Données réelles : 2013. Prévision immédiate : 2014-2021. Les prévisions portent sur la période 2022-2024.
b) Projections à partir d'une hypothèse de répartition neutre (2013) avec répercussion des variations du taux de change = 0,7 sur la base d'un PIB par habitant en unités de monnaie nationale constante.